

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDREDI

6 JANVIER 1939

4^e Année — Numéro 103

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
(54, boul. Magenta), Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 30 fr.,
 6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.

Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois,
 20 fr. ; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset
 2247-23 Paris.

A l'action pour aider votre journal hebdomadaire !

VOILA deux semaines que notre *Lutte* n'est pas parue, faute d'argent, et cette semaine, nous sommes contraints à ne tirer qu'un petit format.

La préparation de notre Congrès, qui se tiendra ce mois-ci, absorbe une partie importante de nos ressources, et d'autre part la répression qui a suivi la grève a frappé bon nombre de nos camarades, et a diminué de ce fait leur soutien du journal.

Un gros effort de tous s'impose pour remonter cette pente. Déjà, des encouragements nous parviennent. Nos camarades belges nous ont envoyé 500 fr. recueillis pour le P.O.I. parmi leurs membres. Ils manifestent ainsi d'une façon vivante la solidarité de notre mouvement international, qui repousse les calomnies petites bourgeoises sur l'argent « venu de l'étranger ».

Pour notre congrès, un plan général de réorganisation du journal sera présenté, dont nous entretiendrons nos lecteurs. Il nous faut en effet, d'abord assurer une parution hebdomadaire absolument régulière, et ensuite une parution plus fréquente. Cela suppose une réorganisation, d'abord de la diffusion, de la rédaction et du travail pratique de fabrication du journal, qui repose actuellement entièrement sur un seul camarade.

En effet, de nouvelles batailles se préparent. La classe ouvrière veut tirer les leçons de l'échec de la grève du 30 novembre et de la faillite du Front Populaire. Elle veut résister au nouvel assaut capitaliste et fasciste et aux dangers de guerre.

Nous publions cette semaine un article étendu du camarade Trotsky, et, vu le petit format nous avons dû laisser au marbre une série d'articles déjà écrits sur : le budget Reynaud, la Conférence des Cercles Syndicalistes, les élections des délégués ouvriers dans la métallurgie, et le Conseil National du P.S.O.P.

Ces articles paraîtront dans le prochain numéro.

Dès cette semaine, que les groupes de Paris et de province nous envoient le règlement des journaux vendus sans attendre.

Qu'ils fassent circuler les listes de souscriptions. L'heure n'est pas au découragement, mais à la préparation des nouvelles batailles. Les défaitistes n'ont rien à faire chez nous. A nous les jeunes, les camarades dévoués et appliqués ! Et au travail avec le P.O.I. pour une forte section de la IV^e Internationale en France !

Le voyage impérialiste de Daladier

Vive le droit à disposer d'eux-mêmes des Peuples d'Afrique du Nord !

La conclusion des accords de Munich a objectivement mis fin à la collaboration étroite de Rome et Berlin. L'avance de l'Allemagne en Europe Centrale réduit à néant tout espoir pour l'Italie d'y délimiter une zone d'influence propre. Mais chacun des partenaires du quatuor de Munich cherchant à profiter de rivalités nombreuses et profondes qui surgissent entre les autres puissances, se livrent au chantage, met en avant de nouvelles revendications. La situation économique de l'Allemagne et de l'Italie exige de leur part de rester perpétuellement sur l'offensive. D'où l'utilisation par Mussolini des difficultés anglo-allemandes pour déclencher son offensive contre la France.

Mais dans le même temps, Mussolini n'ignore pas que son offensive sur la Méditerranée se heurtera à l'Angleterre. Il le sait d'autant mieux qu'il a en définitive besoin de l'Angleterre ; la mise en valeur de l'Empire, la reconstruction économique de l'Espagne, la colonisation intensive de la Tunisie exigent des apports de capitaux que l'Italie ne peut trouver qu'auprès de la City. L'offensive de Mussolini ne vise rien moins qu'à tirer pour l'Italie le bénéfice de Munich (jusqu'à présent elle n'a rien gagné)... sur le dos de l'impérialisme français, et avec le consentement de l'Angleterre.

L'offensive de Mussolini a été engagée selon les meilleures recettes hitlériennes. Le régime d'autarcie économique de l'Allemagne exige que tout nouveau territoire dans lequel doit fructifier le capital allemand soit solidement et étroitement intégré à l'économie allemande. Au moins dans la première période d'expansion de l'impérialisme allemand depuis 1933 jusqu'à aujourd'hui, cela signifiait la nécessité de la plus étroite unité territoriale : d'où la prépondérance des revendications européennes. Elargir le système autarcique signifiait avant tout intégrer de nouveaux territoires dans les frontières immédiates du Reich. Il n'en va pas autrement pour l'Italie : l'entreprise éthiopienne obère l'économie italienne au lieu de la soulager. Il s'agit donc de résoudre cette tâche vitale pour l'impérialisme et pour le fascisme italiens : élargir les frontières immédiates de l'Italie.

Or, les routes du Nord et de l'Est sont barrées par l'Allemagne ; le seul domaine d'expansion de l'Italie reste la Méditerranée. Mais l'Angleterre reste encore la maîtresse de la Méditerranée orientale ; les menées italiennes dans le Proche-Orient se heurtent à une trop forte résistance ; la possibilité de faire du bassin méditerranéen une unité économique étroite-

ment fermée est encore lointaine ; par contre, l'Italie peut dès maintenant prétendre à la prépondérance dans la Méditerranée occidentale. Dès maintenant, elle occupe les Baléares et une large partie des Côtes Espagnoles. En fortifiant l'île de Pantelléria à mi-chemin entre la Sicile et la Tunisie (à 76 kilomètres du Cap Bon, à 90 kilomètres de Tunis), elle a considérablement amoindri le rôle stratégique de l'île de Malte, point d'attache de la flotte anglaise en Méditerranée. L'offensive en direction de la Tunisie et de la Corse forme le second acte de la conquête de la Méditerranée occidentale.

Depuis des années, l'Italie organise ses « sudètes » en Tunisie. Il convient de rappeler ici quelques chiffres sur l'importance de la colonisation italienne en Tunisie. Après la guerre, la population européenne en Tunisie était de 150.000 habitants, dont 88.000 italiens et 46.000 français. Au recensement de 1931, elle était de 195.000 habitants dont 90.000 italiens et 72.000 français. En 1936, il est vrai, elle atteignait 213.000 dont 108.000 français et 94.000 italiens.

Seulement, les statistiques officielles ajoutent que 23 % des Français de Tunisie le sont devenus par naturalisation, option ou mariage et sont d'origine maltaise ou italienne... sans compter ceux dont les parents catalogués français sont eux aussi des naturalisés. Ce qui ramènerait les chiffres au niveau suivant : Italiens, 57 pour cent,

Français, 37 pour cent ; Maltais, 6 pour cent

Si nous prenons l'exemple de l'agglomération urbaine de Tunis, nous constatons que les Italiens y forment 57 % de la population européenne, les Français (d'origine française, italienne ou maltaise, bien entendu), 36 % seulement.

Il faut ajouter ceci : les Français fournissent surtout les cadres administratifs et militaires, comptent le plus grand nombre de gros colons, ainsi que le plus gros contingent d'intellectuels (médecins, avocats, journalistes, etc.). Les Italiens ou les Français d'origine italienne sont avant tout des pêcheurs, des ouvriers ; viennent ensuite un nombre important de petits et de gros entrepreneurs et des colons ; ils ont enfin leurs médecins, leurs avocats et leurs titulaires. Dans l'ensemble, ils jouent un rôle plus grand dans le domaine industriel, d'autre part ils sont plus près des masses indigènes.

L'exemple des Sudètes a appris à chaque ouvrier conscient que sous les revendications nationales, l'impérialisme cachait la volonté de contrôler de nouvelles usines, de nouvelles mines, de nouvelles exploitations agricoles. Ainsi en Tunisie : derrière l'unité de la nation italienne, ce sont les richesses économiques de la Tunisie que vise Mussolini : c'est le blé, l'orge, les vignes, les oliveraies de Tunisie qu'il convoite ; c'est avant tout les phosphates de Metlaoui et du Kouif.

(Lire la suite page 3)

« RÉVOLUTION » poursuivi pour avoir reproduit un article de... Mitard

Le juge Combeau a signifié à notre camarade Morel, gérant de « Révolution », son inculpation et les poursuites contre le journal pour « provocations de militaires à la désobéissance ».

C'est le numéro de novembre qui est poursuivi. Nos camarades des Jeunesses Révolutionnaires avaient cru bon de remettre sous les yeux des militants un texte révolutionnaire paru il y a dix ans sous la signature d'A. Mitard dans « La Caserne ». « La Page de JeanLeGouin », faisait l'apologie de la tradition héroïque des mutins de la Mer Noire. « Révolution » est poursuivi pour ce texte !

Le Parquet a inculpé également A. Mitard et lui adresse gravement des convocations au siège des « Jeunesses Révolutionnaires ». Mitard ne se révèle pas. Peu importe au Parquet, qui poursuit aveuglément pour frapper à tour de bras notre jeune presse révolutionnaire.

La répression s'acharne sur nos camarades. Les travailleurs se grouperont autour de « Révolution » pour le défendre. Mais quand « Révolution » est frappé pour avoir reproduit un texte de Mitard — à défaut de « l'Humanité » qui applaudirait plutôt aux condamnations dirigées contre les révolutionnaires — les jeunes gars, fidèles à l'esprit des « Jeunesses communistes » ne comprennent-ils pas qu'ils doivent, leur solidarité agissante aux camarades de « Révolution » ?

L'HEURE DE LA DECISION APPROCHE

Sur la situation en France

par Léon TROTSKY

Chaque jour, que nous le voulions ou non, nous nous persuadons à nouveau que la terre continue à tourner autour de son axe. De même les lois de la lutte des classes agissent indépendamment du fait que nous les reconnaissons ou non. Elles continuent à agir en dépit de la politique du Front populaire. La lutte des classes fait des Fronts populaires son instrument. Après l'expérience de la Tchécoslovaquie, c'est maintenant le tour de la France : les plus bornés et les plus arriérés ont une nouvelle occasion de s'instruire.

Le Front populaire est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance politique durable, a par nécessité comme programme d'action le programme du plus mesuré des partis coalisés. Le Front populaire français signifia, dès le début même, que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français représentent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du parti radical sont inscrits « patriotisme » et « démocratie ». Le patriotisme signifie la défense de l'empire colonial de la France ; la « démocratie » ne signifie rien de réel, mais sert seulement à enchaîner au char de l'impérialisme les classes petites-bourgeoises. C'est précisément parce que les radicaux unissent l'impérialisme pillard à un démocratisme de façade que plus que tout autre parti ils sont contraints de mentir et de tromper les masses populaires. On peut dire sans exagération que le parti de Herriot-Daladier est le plus dépravé de tous les partis français, représentant une sorte de bouillon de culture pour les carriéristes, les individus vénaux, les affairistes de la Bourgeoisie et en général les aventuriers de toute sorte. Puisque les partis du Front populaire ne pouvaient aller au delà du programme des radicaux, cela signifiait partiellement la soumission des ouvriers et des paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie.

Le rôle du parti radical

Pour justifier la politique du Front populaire, on invoqua la nécessité de l'alliance du prolétariat et de la petite bourgeoisie. Il est impossible d'imaginer mensonge plus grossier ! Le parti radical exprime les intérêts de la grande bourgeoisie, et non de la petite. Par son essence même, il représente l'appareil politique de l'exploitation de la petite bourgeoisie par l'impérialisme. L'alliance avec le parti radical est, par conséquent, une alliance non pas avec la petite bourgeoisie, mais avec ses exploités. Réaliser la véritable alliance des ouvriers et des paysans n'est possible qu'en enseignant à la petite bourgeoisie comment s'affranchir du parti radical, comment rejeter une fois pour toutes de sa nuque le joug de celui-ci. Cependant, le Front populaire agit en sens directement opposé ; entrés dans ce « front », socialistes et communistes prennent sur eux la responsabilité pour le parti radical et l'aident ainsi à exploiter et à tromper les masses populaires.

En 1936, socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes aidèrent le parti radical à freiner et à émietter le puissant mouvement révolutionnaire. Le grand capital réussit dans les deux dernières années et demie à se remettre quelque peu de son effroi. Le Front populaire, ayant rempli son rôle de frein, ne représenta dès lors pour la bourgeoisie qu'une difficulté inutile. Changea aussi l'orientation internationale de l'impérialisme français. L'alliance avec l'U.R.S.S. fut reconnue de peu de valeur et de grand risque, l'accord avec l'Allemagne — nécessaire. Les radicaux reçurent du capital financier cet ordre : rompre avec les alliés, les socialistes et les communistes. Comme toujours, ils remplirent

Le rôle du parti radical

l'ordre sans broncher. L'absence d'opposition parmi les radicaux lors du changement de cours démontra une fois de plus que ce parti était impérialiste par essence et « démocratique » en paroles seulement. Le gouvernement radical, rejetant toutes les leçons du Comintern sur le « front unique des démocraties », se rapproche de l'Allemagne fasciste et en passant, comme c'était évident, reprend toutes les « lois sociales » qui avaient été le produit accessoire du mouvement des ouvriers en 1936. Tout s'accomplit selon les strictes lois de la lutte des classes, et c'est pourquoi cela pouvait être prévu, et le fut en effet.

Mais les socialistes et les communistes, petits bourgeois aveugles, se sont trouvés pris à l'improviste et ont couvert leur désarroi d'une déclamation vide : comment ? eux, patriotes et démocrates, ils ont aidé à rétablir l'ordre, ils sont venus à bout du mouvement ouvrier, ils ont rendu des services inappréciables à la « république », c'est-à-dire à la bourgeoisie impérialiste, et maintenant on les jette sans cérémonie à la porte ! En fait, s'ils sont jetés dehors, c'est précisément pour avoir rendu à la bourgeoisie tous les services énumérés ci-dessus. La reconnaissance n'a jamais été encore un facteur de la lutte des classes.

Le mécontentement des masses

Le mécontentement des masses trompées est grand. Jouhaux, Blum et Thorez sont contraints de faire quelque chose pour ne pas perdre définitivement leur crédit. En réponse au mouvement spontané des ouvriers, Jouhaux proclame la « grève générale », la protestation des « bras croisés ». Protestation légale, pacifique, tout à fait inoffensive ! Pour 24 heures seulement, explique-t-il avec un sourire déferent à l'adresse de la bourgeoisie. L'ordre ne sera pas troublé, les ouvriers conserveront un calme « digne », pas un cheveu ne tombera de la tête des classes dominantes. Il en donne la garantie, lui, Jouhaux. « Ne me connaissez-vous pas, messieurs les banquiers, les industriels et les généraux ? Est-ce que vous avez oublié comme je vous ai sauvés lors de la guerre de 1914-1918 ? » Blum et Thorez secondent, de leur côté, le secrétaire général de la C. G. T. : « Uniquement une protestation pacifique, une petite protestation sympathique, patriotique ! » Entre temps, Daladier mobilise les catégories importantes d'ouvriers et prépare les troupes. En face du prolétariat aux bras croisés, la bourgeoisie, affranchie de sa panique grâce au Front populaire, ne se prépare nullement à se croiser les bras ; elle a l'intention d'utiliser la démoralisation engendrée par le Front populaire dans les rangs ouvriers pour porter un coup décisif. Dans ces conditions, la grève ne pouvait se terminer que par un échec.

Les ouvriers français avaient passé récemment par un tumultueux mouvement gréviste avec occupation des usines. L'étape suivante ne pouvait être pour eux qu'une véritable grève générale révolutionnaire qui posât à l'ordre du jour la conquête du pouvoir. Personne n'indique ni ne peut indiquer aux masses aucune autre issue à la crise intérieure, aucun autre moyen de lutte contre le fascisme qui vient et la guerre qui approche. Chaque prolétaire français qui réfléchit comprend que le lendemain d'une grève

théâtrale de 24 heures avec les « bras croisés », la situation ne sera pas meilleure, mais pire. Cependant, les catégories les plus importantes d'ouvriers risquent de le payer cruellement, — et par la perte du travail, et par les amendes, et par des peines de prison. Au nom de quoi ? L'ordre ne sera en aucun cas troublé, jure Jouhaux. Tout restera en place : la propriété, la démocratie, les colonies, et avec elles la misère, la vie chère, la réaction et le danger de guerre. Les masses sont capables de supporter de grands sacrifices, mais elles veulent avoir devant elles une grande perspective politique. Elles doivent savoir clairement quel est le but, quelles sont les méthodes, quel est l'ami, quel est l'ennemi. Cependant, les dirigeants des organisations ouvrières ont tout fait pour égarer et désorienter le prolétariat. Hier encore le parti radical était glorifié comme le plus important élément du Front populaire, comme le représentant du progrès, de la démocratie, de la paix, etc. La confiance des ouvriers dans les radicaux n'était, certes, pas très grande. Mais ils toléraient les radicaux dans la mesure où ils faisaient confiance aux partis socialiste et communiste et à l'organisation syndicale. La rupture dans les sommets se produisit, comme toujours en pareil cas, inopinément. Les masses furent maintenues dans l'ignorance jusqu'au dernier moment. Pis encore, les masses reçurent toujours des informations propres à permettre à la bourgeoisie de prendre les ouvriers à l'improviste. Et cependant les ouvriers se disposèrent d'eux-mêmes à entrer en lutte. Empêtrés dans leurs propres filets, les « chefs » appellent les masses — ne riez pas ! — à la « grève générale ». Contre qui ? Contre les « amis » d'hier. Au nom de quoi ? Nul ne le sait. L'opportunisme s'accompagne toujours de contorsions accessoires d'aventurisme.

De juin 36 à la grève générale du 30

La grève générale est, par son essence même, un moyen révolutionnaire de lutte. Dans la grève générale, le prolétariat se rassemble en tant que classe, contre son ennemi de classe. L'emploi de la grève générale est absolument incompatible avec la politique du Front populaire, laquelle signifie l'alliance avec la bourgeoisie, c'est-à-dire la soumission du prolétariat à la bourgeoisie. Les misérables bureaucrates des partis socialiste et communiste, de même que des syndicats, considèrent le prolétariat comme un simple instrument auxiliaire dans leurs combinaisons de coulisses avec la bourgeoisie. On proposait aux ouvriers de payer une simple démonstration par des sacrifices qui ne pouvaient à leurs yeux avoir un sens qu'au cas où il se fût agi d'une lutte décisive. Comme si l'on pouvait faire à des masses de millions de travailleurs des demi-tours à droite et à gauche, à volonté, selon les combinaisons parlementaires ! Au fond, Jouhaux, Blum et Thorez ont tout fait pour assurer l'échec de la grève : eux-mêmes ne craignent pas la lutte moins que la bourgeoisie ; en même temps, ils se sont efforcés de se créer un alibi aux yeux du prolétariat. C'est l'habituelle ruse de guerre des réformistes : préparer l'échec de l'action des masses et accuser ensuite les masses de l'insuccès, ou, ce qui ne vaut pas mieux, se vanter d'un succès qui n'a pas existé. Peut-on s'étonner de ce que

l'opportunisme complété par des doses homéopathiques d'aventurisme n'apporte aux ouvriers rien d'autre que défaites et humiliations ?

Le 9 juin 1936, nous écrivions : « La révolution française a commencé. » Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français, liée à elle, crise interne du capitalisme français ; crise financière de l'Etat ; crise politique de la démocratie ; désarroi extrême de la bourgeoisie ; absence manifeste d'issue dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915 : « Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire à mener des actions révolutionnaires de masses, suffisamment puissantes pour briser... l'ancien gouvernement, qui jamais, même en période de crise, ne « tombe » si l'on ne le « fait » pas tomber. » L'histoire récente a apporté une série de confirmations tragiques du fait que ce n'est pas de chaque situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire ne vient pas à temps en aide au facteur objectif.

Le grandiose torrent des grèves de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire, et qu'il était déjà entré dans la voie de la lutte. En ce sens nous avions le plein droit d'écrire que « la révolution française a commencé ». Mais si « ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution », toute révolution commençante n'a pas non plus un développement ultérieur ininterrompu assuré. Le commencement d'une révolution, qui jette dans l'arène de jeunes générations, est toujours teinté d'illusions, d'espoirs naïfs et de crédulité. La révolution a d'ordinaire besoin d'un rude coup de la part de la réaction pour faire un pas plus décisif en avant. Si la bourgeoisie française avait répondu aux grèves avec occupation des usines et aux démonstrations par des mesures policières et militaires, — et cela se serait inévitablement produit si elle n'avait pas eu à son service Blum, Jouhaux, Thorez et Compagnie, — le mouvement à un rythme accéléré fût parvenu à un degré plus élevé ; la lutte pour le pouvoir se serait inévitablement posée à l'ordre du jour. Mais la bourgeoisie, utilisant les services du Front populaire, a répondu par un recul apparent et des concessions temporaires ; à l'offensive des grévistes elle a opposé le ministère Blum, qui apparut aux ouvriers comme leur propre, ou presque leur propre, gouvernement. La C. G. T. et le Comintern ont soutenu de toutes leurs forces cette tromperie.

Pour mener la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, il faut voir clairement la classe à laquelle le pouvoir doit être arraché. Les ouvriers ne reconnaissent pas l'ennemi, car il était déguisé en ami. Pour lutter pour le pouvoir, il faut en outre des instruments de lutte, le parti, les syndicats, les soviets. Ces instruments se sont trouvés enlevés aux ouvriers, car les chefs des organisations ouvrières ont formé une enceinte autour du pouvoir bourgeois pour le masquer, le rendre méconnaissable et invulnérable. Ainsi, la révolution commencée s'est trouvée freinée, arrêtée, démoralisée.

Les deux années et demie écoulées depuis lors ont révélé pas à pas l'impuissance, la fausseté et le vide du Front populaire. Ce qui était apparu aux masses travailleuses comme un

gouvernement « populaire » s'est révélé être simplement un masque provisoire de la bourgeoisie impérialiste. Ce masque est maintenant jeté. La bourgeoisie pense, apparemment, que les ouvriers sont suffisamment trompés et affaiblis ; que le danger immédiat d'une révolution est passé. Le ministère Daladier est seulement, selon le dessein de la bourgeoisie, un degré pour passer à un gouvernement plus fort et plus sérieux de dictature impérialiste.

La crise française et le prolétariat

La bourgeoisie a-t-elle raison dans son diagnostic ? Le danger immédiat est-il réellement passé pour elle ? Autrement dit, la révolution est-elle réellement remise à un avenir indéterminé, c'est-à-dire plus lointain ? Ce n'est nullement démontré. Des affirmations de ce genre sont pour le moins hâtives et prématurées. Le dernier mot de la crise actuelle n'est pas encore dit. En tout cas, être optimiste pour le compte de la bourgeoisie ne convient nullement au parti révolutionnaire qui sort le premier sur le champ de bataille et le quitte le dernier.

La « démocratie » bourgeoise est de venue maintenant le privilège des nations exploiteuses et esclavagistes les plus puissantes et les plus riches. La France appartient à ce nombre ; mais elle est parmi elles le chaînon le plus faible. Son poids spécifique économique ne correspond plus depuis longtemps à sa situation mondiale héritée du passé. Voilà pourquoi la France impérialiste tombe maintenant sous des coups de l'histoire qu'elle n'espérera pas. Les éléments fondamentaux de la situation révolutionnaire non seulement ne sont pas disparus dans les deux ou trois dernières années, mais se sont au contraire extrêmement renforcés. La situation internationale et intérieure du pays s'est fortement empirée. Le danger de la guerre s'est rapproché. Si l'effroi de la bourgeoisie devant la révolution s'est affaibli, la conscience générale de l'absence d'issue s'est plutôt accrue.

Cependant, comment se présentent les choses avec le « facteur subjectif », c'est-à-dire avec la disposition du prolétariat à lutter ? Cette question — précisément parce qu'elle concerne la sphère subjective et non objective — ne se résoud pas par une investigation précise a priori. Ce qui décide en fin de compte, c'est l'action vivante, c'est-à-dire la marche réelle de la lutte. Mais certains points d'appui, d'ailleurs non sans importance, nécessaires pour apprécier le « facteur subjectif », existent : on peut même à grande distance les déduire de l'expérience de la dernière « grève générale ».

Nous ne pouvons malheureusement pas donner ici une analyse détaillée de la lutte des ouvriers français dans la seconde moitié de novembre et les premiers jours de décembre. Mais même les données les plus générales sont suffisantes pour la question qui nous intéresse. La participation à la grève de démonstration d'environ deux millions d'ouvriers, avec 5 millions de membres de la C. G. T. (du moins sur le papier), est une défaite. Mais en tenant compte des conditions politiques indiquées plus haut et surtout du fait que les principaux « organisateurs » de la grève étaient en même temps les principaux briseurs de grèves, le chiffre de deux millions témoigne d'un esprit de lutte élevé de la part du prolétariat français. Cette conclusion devient beaucoup plus évidente et plus claire à la lumière des événements antérieurs. Les meetings et démonstrations tumultueuses, les rencontres avec la police et l'armée, les grèves, les occupations d'usines commencent le 17 novembre et vont en croissant avec la participation active des communistes, des socialistes et des syndicalistes du rang. La C. G. T. commence manifestement à perdre pied dans les événements. Le 20 novembre, les bureaucrates syndicaux appellent une grève pacifique « non politique » pour le 30 novembre, c'est-à-dire cinq jours plus tard. En d'autres termes, au lieu de développer,

d'étendre et de généraliser le mouvement réel, lequel prend des formes de plus en plus combatives, Jouhaux et Compagnie opposent à ce mouvement révolutionnaire l'idée vide d'une protestation platonique. Le délai de cinq jours, dans un moment où chaque jour est un mois, était nécessaire aux bureaucrates pour paralyser, écraser, par une collaboration tacite avec les autorités, le mouvement qui se développait de façon indépendante et dont ils n'étaient pas moins effrayés que la bourgeoisie. Les mesures policières et militaires de Daladier ne purent avoir de sérieux effet que parce que Jouhaux et Compagnie poussèrent le mouvement dans une impasse.

La non-participation (ou la faible participation) à la « grève générale » des cheminots, des ouvriers de l'industrie de guerre, des métallurgistes et autres couches avancées du prolétariat, n'eut nullement pour origine quelque indifférence de leur part : durant les deux semaines antérieures, les ouvriers de ces catégories avaient pris une part active à la lutte. Mais précisément, les couches avancées comprirent mieux que les autres, surtout après les mesures de Daladier, que maintenant il ne s'agissait ni de manifestations ni de protestations platoniques, mais de la lutte pour le pouvoir. La participation des couches ouvrières plus arriérées ou moins importantes du moins de vue social dans la grève de démonstration témoigne, d'autre part, de la profonde crise du pays et du fait que dans les masses ouvrières l'énergie révolutionnaire subsiste, en dépit des années de politique diluante du Front populaire.

Certes, il s'est produit dans l'histoire que même après une défaite décisive et définitive de la révolution, les couches les plus retardataires de travailleurs aient continué à mener l'offensive, les cheminots, les métallurgistes, etc., restant passifs : c'est, par exemple, ce qui se passa en Russie après l'écrasement de l'insurrection de décembre 1905. Mais une telle situation était le résultat du fait que les couches avancées avaient déjà épuisé leurs forces dans de longs combats antérieurs : grèves, lock-outs, manifestations, rencontres avec la police et l'armée, insurrections. On ne peut aucunement parler de cela pour le prolétariat français. Le mouvement de 1936 n'a nullement épuisé les forces de l'avant-garde. La déception provoquée par le Front populaire a pu, assurément, apporter une démoralisation temporaire dans certaines couches ; mais par contre elle a dû exacerber la révolte et l'impatience des autres couches. En même temps, les mouvements de 1936 comme de 1938 ont dû enrichir tout le prolétariat d'une inappréciable expérience et faire surgir des milliers de chefs ouvriers locaux, indépendants de la bureaucratie officielle. Il faut savoir trouver accès à ces chefs, les lier entre eux, les armer d'un programme révolutionnaire.

Nous n'avons nullement l'intention de donner de loin des conseils à nos amis français qui se trouvent sur le terrain de l'action et peuvent tâter beaucoup mieux que nous le pouls des masses. Cependant, pour tous les marxistes révolutionnaires, il est maintenant plus que jamais évident que l'unique mesure sérieuse et définitive du rapport des forces, y compris de la disposition des masses à lutter, c'est l'action. La critique impitoyable de la Deuxième et de la Troisième Internationale n'a une valeur révolutionnaire que dans la mesure où elle aide à mobiliser l'avant-garde pour une intervention directe dans les événements. Les mots d'ordre fondamentaux de la mobilisation sont donnés par le programme de la Quatrième Internationale, lequel dans la présente période a en France un caractère plus actuel que dans tout autre pays. Sur nos camarades repose une responsabilité politique immense. Aider la section française de la Quatrième Internationale de toutes ses forces et par tous les moyens, moraux et matériels, est le devoir le plus important et le plus impérieux de l'avant-garde révolutionnaire internationale.

Léon Trotsky.

Le voyage impérialiste de Daladier

(Suite de la page 1)

Ces noms à eux seuls évoquent tout le fonds du problème tunisien : à Metlaoui et au Kouif, la troupe a, il y aura bientôt deux ans, tiré sur des grévistes et tué sept indigènes. Et la France et l'Italie se disputent pour savoir dorénavant qui aura le droit de tirer sur les Tunisiens : les soldats en bleu horizon ou les chemises noires. C'est pour cela qu'on fait en Tunisie l'Union Sacrée. Le Parti Socialiste, le Parti Communiste ne sont pas les moins ardents à vouloir défendre l'Empire français ; en Tunisie, comme en Corse, ils organisent des meetings communs avec le P. P. F. et le P. S. F. Et qu'on ne s'y méprenne pas : le P. S. F. et le P. P. F. sont ici l'aile la plus féroce et la plus cynique de la grosse propriété foncière : ils constituent de véritables bandes armées dont l'existence n'est un secret pour personne et dont le gouvernement reconnaît en fait le rôle de gendarmerie et d'armée auxiliaires. Dans ces conditions, l'alliance avec le P. P. F. et le P. S. F. n'a même pas l'excuse d'être une habile manœuvre à la base ; elle est une alliance cynique avec la grosse propriété foncière pour la défense des intérêts de celle-ci.

Sans doute on trouvera des caïds et des cheïks qui, moyennant quelques menus avantages, feront serment de fidélité à la France et le gouvernement beylical réaffirmera les engagements pris au traité du Bardo. Mais on se gardera bien de demander au peuple tunisien son avis. 2.400.000 tunisiens, qu'est-ce que cela en face de 108.000 Français ? Sur les 3 millions d'hectares de terres cultivables, ils ne possèdent pas plus de 75 %, si bien que si l'on répartit la terre possédée par les colons français (21,3 %) par tête d'habitant français et la terre possédée par les indigènes par tête d'indigène, on trouve que les domaines des colons français sont en moyenne 7 fois plus grands que les domaines indigènes.

Encore les colons français possèdent-ils les meilleures terres, et disposent-ils d'un matériel perfectionné qui permet d'augmenter considérablement le rendement. Si bien que le revenu moyen des Français en Tunisie, calculé d'après ces statistiques de l'agriculture, serait au moins 15 à 20 fois supérieur à celui d'un cultivateur indigène. Encore n'avons-nous tenu compte ni du nombre des fonctionnaires, ni de celui des ouvriers français. Comment dès lors un misérable affamé comme l'est le fellah tunisien aurait-il besoin de se prononcer sur son sort ?

Certes, les ouvriers et les paysans tunisiens n'aiment guère le fascisme italien. Ils ne souhaitent pas d'être soumis au même régime de barbarie que leurs frères d'Ethiopie, ils savent que la colonisation en masse signifierait de nouvelles expropriations, et par là une misère renforcée. Sans qu'on ait eu besoin de leur demander leur avis, ils se prononcèrent pour l'indépendance de la Tunisie. Les ouvriers révolutionnaires de ce pays doivent aider le peuple tunisien à faire entendre sa voix. Ce faisant, ils s'opposent à la politique de guerre de l'impérialisme et de ses laquais, et empêcheront la guerre.

Il faut exiger pour les ouvriers et les paysans tunisiens les droits démocratiques élémentaires : la liberté de réunion, la liberté syndicale, la liberté totale de la presse indigène, la libération des militants du néo-Destour.

Il faut mettre sur pied en Tunisie et en France un grand mouvement pour une Assemblée Constituante composée des représentants de toutes les

DANS

L'INTERNATIONALE

MEXIQUE

Le Président Cardenas réfute les provocateurs stalinien

La Guépéou continue à répandre des millions pour essayer de faire expulser Trotsky du Mexique, car elle n'a pas encore pu l'assassiner dans ce pays.

En réponse à une pétition de sénateurs payés par la Guépéou, qui demandaient l'expulsion de Trotsky, le président Cardenas a fait les déclarations suivantes reproduites dans toute la presse américaine :

« Il n'est pas vrai que Trotsky se mêle à la politique de notre pays. Cet homme, depuis qu'il est venu chercher un asile dans notre pays et que nous lui avons ouvert les portes sur la base d'une déclaration nette qu'il fit de ne pas s'immiscer dans notre politique, est resté honorable et a su tenir sa promesse. Dans des interviews, des livres, etc., il ne s'est occupé que de la situation dans son propre pays, ou de thèmes de politique mondiale, il vit retiré dans une réclusion volontaire, et tout ce qu'il demande est que le Mexique le laisse travailler en paix. »

Grâce à la vigilance internationale la Guépéou continuera à en être pour ses frais.

ETATS-UNIS

Le Socialist Workers Party dans les élections

Pour la première fois, le S.W.P. (IV^e Internationale), notre parti frère, a présenté deux candidatures aux élections. A Jersey (Newark), important centre textile, seul centre où le S.W.P. a présenté des candidats, il a obtenu un beau succès.

Notre camarade Willis Crews, un travailleur noir, était le principal candidat. Voici les voix recueillies dans ce district par les partis ouvriers :

Stalinien : 7.409 voix ; S.W.P. (IV^e Internationale), 6.736 voix ; réformistes : 1.950 voix. Il faut se rappeler que c'est maintenant la première fois que des candidats ouvriers sont présentés aux élections américaines. Jusqu'à présent, il n'y avait que des candidats démocrates, républicains ou « progressistes » (libéraux petits bourgeois).

BULLETIN SYNDICAL MENSUEL

Le Bulletin Syndical mensuel du parti est paru (N^o 1). Au sommaire : Manifeste-programme des B.-L. — L'indépendance syndicale. — La Conférence nationale des Cercles Lutte de classe. — Le problème des délégués et des conventions collectives.

Prix du numéro : 1 fr. — Tous les groupes du parti doivent faire leur commande en payant d'avance. S'adresser à Boitel, 15, passage Dubail, Paris (10^e).

couches laborieuses du peuple tunisien. La Constituante tunisienne doit se fixer pour tâche d'armer les ouvriers et paysans tunisiens, de substituer à l'administration désuète et féroce des cheïks et des caïds une administration directe par le peuple et pour le peuple ; d'organiser l'économie par le peuple et pour le peuple, à partir de l'expropriation des gros colons.

H. Morris.

La Conférence Nationale des Cercles Syndicalistes

Nous publierons dans notre prochain numéro le compte rendu de la conférence du Cercle syndicaliste lutte de classes, tenue le 25 décembre.

Dans cette journée de Noël, les diverses tendances minoritaires et révolutionnaires du mouvement ouvrier se sont exprimées sur la résolution des problèmes posés objectivement à la classe ouvrière par la crise de décadence du régime capitaliste.

Une première constatation s'impose : la Conférence des minorités syndicales a été amenée à se prononcer sur des problèmes décisifs de la politique révolutionnaire :

Front unique du Cercle et des organisations politiques, problème des Comités, Contrôle ouvrier.

Regrettons que la Conférence n'ait pas cru devoir accepter l'additif au rapport d'activité concernant les événements de septembre. Il s'agissait là au moins d'une simple question de relation honnête des faits. Les passer sous silence, constitue un désaveu sans grand courage et sans grandeur. Les camarades « syndicalistes » font souvent appel à la morale prolétarienne, croient-ils vraiment qu'elle soit satisfaite par ce silence ? Du point de vue politique, que les camarades « syndicalistes » le veuillent ou non, le front unique de septembre a eu lieu, rien ne saurait effacer ce fait et ses conséquences.

Si l'on veut que l'on consulte démocratiquement les cercles de base sur l'opportunité ou l'inopportunité de l'action de front unique pratiquée par le Cercle Syndicaliste lutte de classe en septembre ! que l'on consulte les Cercles sur la justesse ou non du contenu révolutionnaire de ce front unique !

En tous cas, aucun ne pourrait, honnêtement, excuser le silence du rapport d'activité sur la réalité la plus importante de l'année écoulée.

Attention ! disent d'excellents camarades syndicalistes, on veut nous faire prendre un engagement pour l'avenir. Et alors ? Nous reproche-t-on d'être logique avec nous-mêmes ? -Ce serait curieux. D'autant plus que ces mêmes camarades manquent plutôt de logique avec eux-mêmes dans les faits, sinon dans les phrases. Ils ne veulent pas comprendre, que c'est la logique de lutte des classes qui leur impose de telles contradictions avec leurs « principes », et non nos soi-disantes « manœuvres » de soi-disant politicien. Pour nous, les politiciens, sans politique, sont justement ceux des camarades dont les « principes » ne valent que pour les périodes « calmes » de la lutte des classes, et non pour les périodes exceptionnelles de cette lutte.

La Conférence a cru bon de rejeter toute éventualité d'accords, mêmes circonstanciels, avec des partis de la classe ouvrière. C'est un recul devant les nécessités des luttes ouvrières elles-mêmes. C'est regrettable, car les événements internationaux et nationaux contraindront à nouveau les camarades à briser avec les principes abstraits du syndicalisme progressif d'avant-guerre correspondant à un capitalisme ascendant et à un parti électoraliste de la classe ouvrière. Aujourd'hui, nier le marxisme-léninisme dans la pratique est une tâche réactionnaire.

Les militants du P. S. O. P., qui étaient à la Conférence de Noël n'ont pas hésité à faire bloc avec les syndicalistes. C'est normal ; ils ont à camoufler, dans le mouvement syndical, leur politique opportuniste à caractère essentiellement social-démocrate (alliance avec le C.S.A.C.G., alliance avec Chambelland au Congrès de Nantes).

Nous avons posé le problème des Comités. Pourquoi ? Par intérêt de parti, c'est-à-dire de boutique ? Qui oserait affirmer ouvertement cette ac-

cusation ? Tous les arguments formels et statutaires sont, dans ce domaine, secondaires. Les « trotskystes » émettent-ils la prétention de constituer des Comités d'entreprises n'importe où et n'importe quand ? Cet argument, utilisé non aussi franchement, n'a guère de valeur.

Le mot d'ordre des Comités d'entreprises est considéré par nous comme exprimant la forme d'organisation et de direction des luttes ouvrières qui répond aux nécessités des tâches révolutionnaires que le prolétariat doit remplir pour engager la lutte nécessaire pour réaliser victorieusement la révolution socialiste. Ces Comités ne se constituent pas artificiellement, mais surgissent comme expression la meilleure de la direction des ouvriers en lutte. Ils sont aussi connus sous le nom de Comités de grève. Notre rôle est de s'efforcer de mettre ces Comités de grève en liaison entre eux, de provoquer l'initiative ouvrière pour la convocation de Congrès des délégués ouvriers, des Comités de grève.

Ainsi participent directement aux décisions de lutte, à la direction de la lutte et à sa conclusion, tous les exploités syndiqués ou non. La conférence s'est prononcée pour les Comités de grève ; c'est une reconnaissance d'un fait acquis ; mais elle s'est refusée à faire prendre conscience aux ouvriers le rôle essentiel que peuvent jouer ces Comités.

Ces Comités s'opposent-ils à la section syndicale comme une organisation nouvelle, délimitée ? Pas du tout, l'expérience des Comités de grève a déjà démontré l'inanité d'un tel danger.

« Nous sommes dans une période de recul, après une défaite ouvrière, et vous proposez, disent certains camarades, des mots d'ordre de pouvoir ouvrier réalisables dans une période de montée révolutionnaire seulement. Dans la perspective nous pourrions être d'accord mais pas immédiatement. »

Sans doute nous sommes-mal compris. Aucun de nous ne nie le recul et la situation difficile dans laquelle la classe ouvrière est rejetée. Cependant, la crise du régime capitaliste pose des tâches révolutionnaires à la classe ouvrière. Si elle ne peut les accomplir, elle sera défaite totalement pour une longue période.

D'autre part, les possibilités de redressement de l'action révolutionnaire n'apparaîtront pas au travers d'une renaissance « harmonieuse » des luttes ouvrières, qui poseraient au fur et à mesure les problèmes de la révolution. Ce serait une erreur grave que de le croire. Dans la réalité sociale actuelle, les luttes ouvrières qui pourront surgir tendront à revêtir aussitôt un caractère de classe exacerbé et feront apparaître, dans des formes particulières, les nécessités de lier les revendications immédiates aux problèmes plus amples de la révolution socialiste. La bourgeoisie est bien décidée à surmonter coûte que coûte de nouvelles tentatives ouvrières de lutte d'ensemble ; elle commencera par des efforts pour briser les luttes partielles.

Et si la classe ouvrière ne parvenait pas, dans de telles luttes, à surmonter la discipline réactionnaire que voudront leur imposer les appareils syndicaux, ceux-ci, auxiliaires encore précieux de la politique bourgeoise en l'absence d'une organisation professionnelle fasciste de masse, entraîneront la classe ouvrière à la défaite totale.

D'où la nécessité des Comités. Le mot d'ordre du contrôle ouvrier sur la production ne saurait, en conséquence, subir une modification qui équivaldrait à sa négation dans les faits.

J. Bardin.

Après la grève du 30 Novembre

La position du Conseil National des Agents des P.T.T. et du Conseil Fédéral Postal

Après la défaite du 30 novembre, les syndicats des P.T.T. ont tenu leurs Conseils nationaux, afin de tirer les leçons de la grève générale de 24 heures.

Au Conseil National Syndical des Agents

Les secrétaires régionaux firent connaître leur avis sur la non réussite du mouvement. La grosse majorité indique que cette grève n'était pas populaire. Les plus réformistes condamnent les grèves partielles qui ont précédé le 25 novembre — date à laquelle fut décidée la grève générale. « Le Congrès de Nantes, disent-ils, avait prévu un processus, la grève ne venait qu'en dernier lieu. » Pour eux, le mouvement a eu lieu trop tôt. « D'ailleurs, disent-ils, Jouhaux ne pensait nullement que ce moyen de lutte dut être employé, il s'agissait surtout d'intimider Daladier. » Voilà où en sont les réformistes qui croient encore à la possibilité d'une entente cordiale avec la bourgeoisie capitaliste et l'Etat-Patron !

Pour d'autres, comme Mathé et Théron, etc., la C. G. T. a fait une grosse faute dans le déclenchement de ce mouvement qui n'apparaissait pas devoir supprimer les décrets-lois, mais rendre impossible l'existence du Cabinet Daladier. « Les ouvriers, disent-ils, voulaient bien lutter contre les décrets de Reynaud, mais non contre la politique extérieure de Daladier-Bonnet. » « Ceux qui ont poussé à la grève contre la politique de Munich, disent-ils, ont par cela même donné un caractère politique au mouvement ; défavorable à sa réussite. » Ils concluent en réclamant l'indépendance totale du syndicalisme et la lutte contre la colonisation par les stalinien.

Théron, d'ailleurs, va plus loin. Il dit : « Il faut reviser les moyens de lutte de la classe ouvrière. » Qu'est-ce que cela signifie ? En vérité, ce camarade condamne la lutte directe, qu'il considère impossible en raison de la force de l'appareil de répression. C'est un moyen très habile pour prôner l'inaction, la passivité des organisations syndicales. C'est une position de défaite complète.

Autexier (C. R. A.) indique que si le mouvement a réussi dans les bureaux-gares, c'est en raison de la préparation qui a été faite. Dans toutes les gares des réunions de tout le personnel syndiqué ou non se sont tenues. Pour eux, lutter contre les décrets-lois c'était lutter contre la politique de Daladier-Reynaud-Bonnet qui prépare un conflit armé. C'était lutter contre la défense nationale, pour le maintien des conquêtes ouvrières. Le mouvement du 30 a été annoncé trop tôt et réalisé trop tard. Le mot d'ordre de « rester chez soi » vouait la grève à un échec. Une fois de plus les dirigeants de la C. G. T. ont trahi.

Béreaux (Lille) : Les causes de l'échec, c'est la politique de collaboration des classes pratiquée par le mouvement syndical. « On ne parle plus « lutte de classe », dit-il, « mais on parle « nation ». C'est-à-dire que l'on abandonne les intérêts ouvriers pour ceux de la bourgeoisie. Ainsi le Bureau Confédéral — Belin, Jouhaux, Racamond — n'était pas contre les décrets-lois. Et il cite à ce sujet les paroles de Jouhaux au Congrès de Nantes : « Nous sommes contre les décrets-lois dans leur forme actuelle. »

Actuellement, nous payons les frais de la mobilisation de septembre. Nous devons choisir entre la politique du « Canon et celle du beurre ». Munich, l'accord impérialiste, n'a été réalisé

que parce que les impérialismes n'étaient pas prêts. Aujourd'hui, le surarmement s'accomplit pour une guerre qui apparaît de plus en plus proche.

Les travailleurs n'ont plus confiance dans les dirigeants de la C. G. T. qui les ont menés à la défaite. Il y a divorce entre la base et le sommet. Il n'est qu'un moyen pour empêcher la classe ouvrière de se jeter dans les bras du fascisme et la gueule béante d'une guerre : c'est de reprendre l'action directe révolutionnaire, elle seule, contre le bureau confédéral même, peut donner confiance aux travailleurs.

La motion finale présentée par le Bureau Syndical, motion qui ne donne aucune perspective, qui ne dénonce même pas les causes de l'échec, mise aux voix, n'en recueillit que quelques-unes. Mais ce qui est caractéristique du point de vue de la situation dans laquelle est inclus le recul ouvrier, c'est qu'aucun des militants ne leva la main pour le vote « contre ou l'abstention ». Nous pouvons dire que de ce fait, le Bureau n'a reçu aucun mandat et qu'il s'est heurté à l'hostilité des secrétaires régionaux qui voulaient autre chose que la passivité totale, mais qui n'ont pas su réagir.

Au Conseil National Fédéral

Les mêmes interventions des mêmes camarades eurent lieu. Mais là la tendance stalinienne se montra nettement.

Bontems et Fleury en furent les principaux interprètes. Pour eux, la grève n'est pas une défaite pour la classe ouvrière.

Fleury est obligé de dire qu'en ce qui concerne les P. T. T., c'est un échec, et il se livre à une dissertation sur la nature des grèves : grève révolutionnaire, il la condamne ; grève passive, sans résultat pratique. Il se prononce donc pour une nouvelle catégorie : « la grève active ».

Comprenez qui pourra ? En conclusion, nous pouvons dire que ces assises n'ont rien apporté aux travailleurs postiers, aucune perspective claire n'a été indiquée dans la résolution finale.

Seuls Autexier et Béreaux ont posé le problème au milieu d'une hostilité générale.

Nous disons aux postiers : ne quittez pas vos organisations syndicales, mais organisez-vous sur le lieu du travail.

Vos dirigeants ont fait la preuve de leur incapacité totale à vous conduire à la victoire. C'est vous-mêmes, qui devez décider de la lutte, et pour cela ne comptez que sur vous : formez vos comités de bureaux, de chantiers !

ARNAUD.

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

Le Gérant : PESCH

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris